

JOURNAL DE L'INSTITUT DE JOURNALISME BORDEAUX AQUITAINE GRATUIT

5 décembre 2019 # 719



Précarité d'aujourd'hui, peur de demain

La retraite est encore loin pour eux mais des étudiants défilent ce jeudi.

Hier, veille de grève nationale, cour d'honneur de l'université Bordeaux Segalen. Des étudiants s'attellent aux préparatifs de la manifestation du 5 décembre. Musique, café, peinture de banderoles et cantine solidaire au soleil... dans une ambiance conviviale, les étudiants s'inquiètent pour leur avenir. Ils se mobilisent aujourd'hui contre la réforme des retraites.

Sébastien⁽¹⁾, fraîchement diplômé d'un Master de recherche à l'IEP de Bordeaux et militant au Nouveau Parti Anticapitaliste, dénonce le projet de l'exécutif: « plus les gens travaillent tard, moins il y a de place sur un marché de l'emploi déjà saturé ». Une situation qu'il connaît de près. Deux mois après la fin de ses études, à temps partiel, il touche 400 euros

par mois. Eva, 22 ans, étudiante en sciences de l'éducation, met aussi la main à la pâte pour sensibiliser ses pairs. « Nos parents travaillent cinq jours sur sept et ont cinq semaines de vacances par an, partent en retraite au plus tôt à 62 ans. Qu'arrivera-t-il si le gouvernement continue de nous appauvrir? ». Elle pointe « les effets pervers du fonctionnement de la société. Les plus précaires font tourner l'économie du pays, mais sont quand même les grands perdants des réformes ».

Le combat de ces jeunes se porte en priorité sur les enjeux du quotidien, la précarité étudiante. Selon Sébastien, c'est un tabou: « les médias viennent de réaliser que les étudiants étaient pauvres, se suicidaient ». En s'immolant par le feu le 8 novembre, Anas, le jeune Lyonnais a mis le doigt sur l'ensemble des incertitudes qui pèsent sur leur avenir, à un niveau social et même alimentaire. « On est précaire à la fac, on le sera demain et on le sera à

la retraite. » Eva et Sébastien s'accordent à parler d'un « ras-le-bol général » et se tiennent prêts à fédérer le plus de jeunes possible.

Objectif de l'action de ce jeudi : se « réapproprier » l'espace de l'université, explique Eva. Une idée partagée par Sébastien pour qui la fac est un potentiel lieu de rencontre symbolique et d'information où s'implique la jeunesse. Une vision que ne partage pas l'administration de Bordeaux Segalen. Tout juste installés dans la cour, les étudiants sont sommés de rentrer les tables sorties sans autorisation. Ils refusent d'obtempérer.

Motivation intacte

Quelques heures avant de prendre la rue, rassembler reste leur ultime défi. « En mai 68, la jeunesse était un facteur de mobilisation. Aujourd'hui, elle est en retard par rapport aux mouvements qui s'annoncent », regrette Sébastien.

Mais pas question de se démotiver. Impliqués par le passé sur d'autres mouvements sociaux, les deux étudiants souhaitent prolonger la mobilisation de jeudi en une contestation étudiante durable. Contrairement à certains de leurs camarades, ils ne souhaitent pas de blocage permanent des universités - mode d'action adopté en 2018 contre la loi Vidal et privilégient l'occupation d'espaces communs et le dialogue.

Être entendu par le gouvernement? Avoir confiance en l'avenir ? Eva en doute. Sébastien n'y croit plus : « Les élèves ont peur d'avoir une vie de merde s'ils ratent leurs partiels, on veut leur dire qu'ils auront une vie de merde même s'ils les réussissent. »

Pauline Achard @PaulineAchard Victor Goury-Laffont @Victorglaf

(1)Les prénoms ont été modifiés



A l'Université Bordeaux Montaigne, les étudiants se préparent en musique à l'action du 5 décembre.

du 5 décembre mobilise d'abord des souvenirs : secteurs d'activité représentés ce jeudi dans les cortèges (cheminots, hospitaliers, avocats...), s'ajoute toutefois une jeunesse qui n'a pas connu le plan Juppé. Les étudiants défilent contre la précarité qui les touche et menace leur avenir, à l'exacte image des actifs. Par son caractère intergénérationnel, cette convergence des luttes adoucit la vaque virale « OK boomer » de ces derniers mois, avec laquelle les jeunes ont tourné en dérision le discours des vieux. À présent, les générations s'entendent et se répondent dans leurs revendications. Chacune se sent libre de déroger

Les époques changent, l'angoisse reste. La grève à son activité ordinaire pour grossir les rangs de la rue. Mais aujourd'hui à Bordeaux, la colère ceux de 1995, quand la réforme des retraites avait des grévistes envers le manque de ressources est une partie d'un ensemble plus général de craintes. Au grand dam de la proximité culturelle, l'antenne locale de la radio FIP est menacée de fermeture. Dans les tribunes du Matmut Atlantique, les supporters des Girondins s'inquiètent de voir leur club de cœur soumis à une gestion en crise. En somme, la ville est parsemée de doutes. C'est pourquoi en ce jour de contestation, la rédaction d'Imprimatur a choisi de consacrer un numéro spécial à la variété d'acteurs qui, unis par la volonté de défendre leur voix et leurs droits, cultivent l'espoir.

Théo Abarrategui

Une lutte qui ne date pas d'hier

Bercé par les idéaux de 68, engagé contre le plan Juppé en 1995, il se mobilise aujourd'hui contre la réforme des retraites. José Sanchez, ouvrier retraité d'ArianeGroup, 50 ans de grèves au compteur.

Coluche, Che Guevara, Jodie Foster, Ken Loach... A l'instar des figures engagées qui l'ont inspiré, José Sanchez a consacré sa vie à lutter pour ses idées. Et pas question de s'arrêter. Il sera aujourd'hui à Bordeaux dans les rangs de la manifestation contre la réforme des retraites. « L'objectif, c'est une société plus juste, défendre les droits sociaux et surtout, les faire progresser », explique l'ancien ouvrier de 68 ans. Si sa lutte ne date pas d'hier, le retraité d'ArianeGroup reste humble. Il dit "on" plutôt que "je". Un tic de langage qui révèle son attachement au collectif.

José Sanchez est syndicaliste depuis les années soixante-dix. Ses premiers contacts avec le militantisme, il les noue quelques années plus tôt, auprès de communistes. A cette époque, des combattants contre le franquisme risquent la peine de mort. Le Talençais se rend devant le consulat espagnol de Bordeaux pour manifester. « l'ai discuté et leurs idées m'ont parlé alors je les ai rejoints ». Un engagement politique qui n'est pas sans faire écho à celui de son père, républicain sous le régime de Franco. Pourtant, c'est un autre événement qui sera déterminant pour l'adolescent d'alors : mai 68. « C'était extraordinaire, forcément ça marque. » Il entre en 1974 dans l'entreprise ArianeGroup et devient délégué syndicaliste CFDT quelques mois après. Pendant plus de quinze ans, des vagues de licenciements se succèdent. José Sanchez n'hésite pas à monter au front. 1995 marque une année



José Sanchez relit avec nostalgie un portrzit de Sud Ouest qui lui était consacré en 2007.

« Les seuls combats perdus d'avance sont ceux qu'on ne mène pas »

charnière avec la grève menée contre le plan Juppé. « On était déjà en bataille contre les licenciements. S'est ajoutée celle pour empêcher le recul sur les droits sociaux. Il fallait faire une grève générale ». Une idée alors en contradiction avec le message porté par la secrétaire générale du syndicat,

Nicole Notat, favorable au plan pour les retraites. « Nous, on s'est opposés à l'avis de la direction. Alors on a créé des divisions de la CFDT dans pas mal d'entreprises et on s'est regroupés à l'échelle départementale et nationale ». Vingt-quatre ans après, la fibre militante de José Sanchez reste intacte. S'il continue de se battre pour les acquis sociaux, il regrette que cela n'aille pas de soi. « Quand Emmanuel Macron a désindexé les retraites, j'ai été surpris de voir qu'il n'y avait que des retraités dans les rangs des manifestants. C'est un sujet qui concerne tout le monde ». En ce jour de grève générale, José Sanchez se montre optimiste. « Oui, j'ai de l'espoir pour les jeunes ». Et de conclure, comme un conseil qui leur est adressé. « Les seuls combats perdus d'avance sont ceux qu'on ne mène pas ».

Oriane CUENOUD ■@OrianeCuenoud

LA RÉFORME DES RETRAITES **EN 4 POINTS**

Le système actuel

42 régimes différents Calcul des pensions sur les 25 meilleures années de la carrière, dans le privé. Six derniers mois dans le

Âge du taux plein

En fonction de la durée travaillée, l'âge de départ à la retraite à taux plein varie entre 62 et

10 % pour les familles nombreuses

Droits de retraite majorés de 10 % à partir du troisième

Minima différenciés

Minimum retraite égal à 81 % du SMIC net. Minimum qui est différent pour les agriculteurs.

18 juillet 2019

6 septembre 2019

5 décembre 2019

1^{er} janvier 2025

Victoria Berthet ♥@Victoriabrht

Mars 2020

Ce qui pourrait

changer

Système universel par

Calcul de la pension effectué sur toute la carrière. Unification du privé et du public. Un point pour 10 euros

Äge d'équilibre

Age d'équilibre fixé à 64 ans. Possibilité de partir avant ou après, avec un système de décote et de surcote de 5 % par année d'écart.

5 % dès le premier enfant

Majoration des droits de retraite de 5 % dès le premier

Minima pour tous

Minimum retraite égal à 85 %



présente son rapport

Les partenaires sociaux sont recus à Matignon

Grève nationale contre la réforme des retraites

La réforme sera présentée au Parlement

Mise en place définitive de la réforme



Magali Della Suddan, chercheuse au CNRS.

Peut-on rapprocher la grande manifestation d'aujourd'hui des mouvements de contestation de la

réforme des retraites et de la Sécurité sociale de 1995 ?

Ce qu'il y a de commun, c'est la remise en question d'un régime par répartition, cette idée qu'on va individualiser de plus en plus l'assurance vieillesse et laisser à chacun le soin de cotiser pour soi. Ce n'est pas le mode de financement qui change, on va uniquement procéder à un ajustement en demandant aux gens de travailler davantage et d'accepter d'avoir de plus petites retraites. En résumé, la philosophie de la réforme d'aujourd'hui est la même que celle de 1995. On devrait donc retrouver logiquement dans la rue des catégories socioprofessionnelles qui vont être fortement touchées par cette réforme: fonctionnaires, cheminots et sûrement des étudiants.

Qu'est-ce qui fait la spécificité de la contestation actuelle?

À mes yeux, cette réforme frappe beaucoup plus durement les femmes.

« E. Philippe peut ressortir affaibli de cette séquence »

Selon Magali Della Suddan, spécialiste des mouvements sociaux, il existe des points communs entre les manifestants d'aujourd'hui et ceux qui avaient fait plier le gouvernement Juppé en 1995

Elles étaient déjà les victimes des projets Juppé en 1995 et Fillon en 2003. Sous la présidence Sarkozy il était en effet question de ne pas compenser les congés maternités non comptabilisés comme des trimestres cotisés. Il y avait eu ensuite des aménagements sous François Hollande avec des retours positifs.

Par ailleurs, cette année, les grévistes ont le sentiment que les inégalités déjà présentes sur le marché du travail seront consolidées lors du passage à la retraite. C'est en tout cas, ce que soulignent encore plus fortement qu'en 1995 les organisations syndicales et les scientifiques.

Enfin, le mouvement des Gilets jaunes est passé par là. Réclamant plus de justice sociale depuis un an, ils ont rejoint, avec leurs spécificités, le mouvement du 5 décembre. De nouvelles catégories socioprofessionnelles précaires (auto-entrepreneurs, artisans...) peu mobilisées en 1995, marcheront aujourd'hui.

L'attitude de l'exécutif vis-à-vis des grévistes n'est plus la même... Tout tourne autour de la question du rapport de force avec le gouvernement. Il y a 24 ans, Juppé avait dû faire machine arrière après avoir tenté de tenir un discours de fermeté, le célèbre « droit dans mes bottes ». Face à la contestation, l'ex-maire de Bordeaux alors premier ministre avait été contraint d'amender en partie sa réforme. En 2019, le gouvernement Philippe, confronté à une année de défilés de Gilets jaunes, semble décidé à ne pas céder et compte sur l'action des forces de l'ordre pour juguler la protestation.

Édouard Philippe peut-il se retrouver aussi affaibli qu'Alain Juppé à l'époque?

Sa légitimité est contestée. Cette réforme n'est pas massivement soutenue. Il est évident qu'il peut ressortir affaibli de cette séquence-là. Après, est-ce que cet affaiblissement le conduirait à amender son projet et à entendre le besoin de justice sociale qu'il y a dans ce pays ? C'est une autre histoire.

Timothée Croisan-Cecina

@Timot_Ccecina

Pour se faire entendre, les Fipettes coupent le micro

299 postes supprimés à Radio France qui doit faire 60 millions d'économies. Premières visées : les locales de FIP, station musicale éclectique du service public. À Bordeaux, les animatrices sont en grève depuis deux semaines.



« Concrètement, le 30 juin prochain, je suis au chômage ». Le constat est amer pour cette animatrice et coordinatrice remplaçante de la locale de

FIP Bordeaux, aux cinq années d'ancienneté. Pour ses collègues en CDI, les perspectives ne sont guère meilleures. « On leur propose des postes mais pas d'animatrice à FIP », explique-telle. « Certains postes sont déplacés vers le numérique mais cela demande un effort de formation ». Pour protester contre le plan de suppression du poste d'animatrice de la locale girondine de FIP, ces dernières sont en grève depuis

L'animatrice juge l'argument économique difficilement audible. « Il y a sept personnes à Bordeaux mais cela revient à trois équivalents temps plein ». Mais c'est surtout une nouvelle suppression d'un service public

de proximité. « La direction de Radio France tire un trait sur 50 ans de travail de terrain, d'informations culturelles locales », déplore-t-elle.

FIP Bordeaux et ses consœurs nantaise et strasbourgeoise devraient donc fermer leurs portes le 30 juin 2020. « La direction avait envisagé de conserver des pôles locaux sans antenne, mais on en entend plus parler », regrette l'intermittente. « On souhaite la création de cinq pôles régionaux, les quatre stations existantes et une nouvelle dans le Sud- Est », défend-t-elle.

Les auditeurs en renfort

Si les négociations avec Radio France semblent pour l'instant au point mort, les Fipettes peuvent compter sur le soutien indéfectible du public. En première ligne en Gironde, Daniel Marsan, enseignant à la retraite, auditeur invétéré de la station qu'il avoue

écouter entre quatre et cinq heures par jour. Il fait partie du noyau dur du collectif Sauver FIP Bordeaux / Arcachon. Ils ont lancé une pétition pour l'ensemble des locales, qui recueille aujourd'hui 14 000 signatures. Des auditeurs et auditrices aussi éclectiques que la programmation, assure le retraité, « Ecouter FIP c'est comme le théâtre, c'est une expérience commune ». Sauver FIP Bordeaux / Arcachon souhaite organiser d'ici la fin de l'année une conférence de presse avec de nombreux acteurs culturels. « Un partenaire de longue date, c'est le Rocher de Palmer », indique Daniel. « Ils avaient organisé un concert de soutien pour la station il y a quelques années », précise l'animatrice de FIP. Le collectif sera présent lors de la manifestation du 5 décembre. Et ne compte pas rendre

Jordan Dutrueux ♥@JLKNL38

GRÈVES EN BREF

Grève des audiences pour

Du côté de la justice, la grève des audiences et la fermeture des cabinets a été votée pour toute la journée. Avocats, magistrats et greffiers se réunissent auiourd'hui à 10h30 devant le tribunal de grande instance.

Les pompiers poursuivent **leur lutte**

À l'appel de leurs syndicats, les pompiers de Bordeaux sont aussi mobilisés aujourd'hui. Ils réclament depuis plusieurs mois une revalorisation de la prime de feu à 28 %, et des solutions contre les agressions qu'ils subissent fréquemment.

Trafic perturbé à l'aéroport

L'aéroport de Bordeaux-Mérignac est touché par le mouvement social des contrôleurs aériens. Le trafic sera perturbé jusqu'au 7 décembre inclus. Les prévisions de vols en temps réel pourront être consultées sur le site de l'aéroport (www.bordeaux.aeroport.fr).

Ultras vénères!

Mardi, lors du match Bordeaux-Nîmes, des supporters girondins ont provoqué l'interruption de la rencontre. Et malgré la victoire 6-0 des hommes de Sousa, la guerre entre le kop et la direction continue...

Victoire et colère des Ultras. Face à Nîmes, le paradoxe girondin s'est invité sur la pelouse du Matmut. Ce paradoxe de début de saison qui permet au club de pointer à la troisième place de Ligue 1 tout en traversant en coulisses une crise profonde qui oppose supporters et direc-

tion du club. Mardi, donc. Le match est interrompu après qu'une vingtaine d'Ultras furieux se sont introduits sur le bord de la pelouse. En cause, une banderole confisquée par les services de sécurité. Près d'une demi-heure après l'arrêt de la partie, la rencontre peut finalement reprendre et le déploiement du message, visant les dirigeants du club, est autorisé. « La direction veut utiliser la force pour mettre le Virage sud au pas. Elle pensait bêtement avoir réussi à nous pousser à la faute, c'est l'inverse qui s'est produit, elle a légitimé notre combat », fustige Florian Brunet, porte-parole des Ultramarines. Le principal groupe de supporters est engagé depuis le 28 septembre dans un virulent mouvement de contestation à l'encontre de Frédéric Longuépée, le président des Girondins. Accusé d'incarner un modèle de développement intégralement dédié à l'aspect commercial au détriment de la dimension sportive, ce dernier s'est exprimé en public pour la première fois depuis le début du conflit. « Ce qu'il s'est passé en tribunes est inacceptable. C'est une situation désolante pour le club qui ne correspond pas à l'image que l'on souhaite donner du football à Bordeaux », a-t-il déclaré devant les journalistes à l'issue de la rencontre. Une déclaration qui devrait sceller la fracture entre les dirigeants et les Ultras.

« Une nébuleuse financière » Un an après le rachat des Girondins par des fonds d'investissement américains pour 100 millions d'euros, la crise n'a donc jamais semblé aussi profonde. Dès le départ, les relations entre le Virage et les actionnaires se sont tendues en raison du montage financier pour l'acquisition du club. Contre Monaco, le 24 novembre, les Ultras ont pour la première fois pointé du doigt l'un des deux actionnaires. « Notre club est entre les mains d'une nébuleuse financière sans nom ni visage », déplore Florian Brunet. « Ces investisseurs sont venus en faisant rêver tout le monde mais on ne les a jamais

rencontrés », poursuit-il. Alors que le quotidien L'Equipe a ré-

vélé dans son édition de mercredi que le duo d'actionnaires à la tête du club serait sur le point de se séparer, l'incertitude règne autour de l'avenir du projet. King street qui détenait déjà 86 % du capital du club serait sur le point de racheter l'ensemble des parts à GACP, le porteur initial du projet sportif. De quoi remettre sérieusement en question l'engagement du propriétaire à la tête des Girondins ? « King Street est l'actionnaire majoritaire du club, engagé aux Girondins de Bordeaux pour longtemps », a assuré Frédéric Longuépée en zone mixte après la victoire de son équipe. Une intervention qui n'a pas été du goût des supporters. « Lorsqu'on cherche à vendre, on montre que l'on est pas pressé mais nous ne sommes pas naïfs: faire croire qu'un fonds d'investissement, qui n'est pas le porteur de projet, veut s'investir aux Girondins, c'est se ficher de la gueule du monde », analyse amèrement Florian Brunet avec inquiétude mais détermination : « On est des militants du foot populaire, on ne lâchera rien ».

Alexis Czaja V@CzjAlexis



Les Ultras, lors de Bordeaux-Nîmes, ont de nouveau manifesté leur opposition à la direction du club.

Une histoire tumultueuse

Journaliste spécialiste des Girondins de Bordeaux pour So Foot et la Revue Far Ouest, Mathias Edwards retrace l'histoire des relations entre le club et ses Ultras.

« Venu d'Italie, le mouvement ultra est arrivé à Bordeaux en 1987 alors que les supporters n'étaient pas encore organisés. Le président de l'époque, Claude Bez, était jugé aussi charismatique que dictatorial dans sa gestion du club. Il ne comprenait pas qu'un groupe de jeunes puisse exercer un contre-pouvoir dans son stade. Dans le contexte post-Heysel (ndlr, effondrement d'un muret dans le stade de Bruxelles qui a causé 39 morts en 1985), il confondait un peu tout : hooligan, violence et supporter », détaille-t-il, en observant des similarités avec le conflit actuel. « On retrouve cette problématique depuis l'arrivée de King street en 2018. Ils sont très sensibles aux banderoles à leur encontre car ils ne sont pas habitués à cette culture de la contestation dans les stades. Aux États-Unis, un public de sport est un public de consommateurs qui applaudit à la demande. C'est la culture de l'entertainment', les spectateurs viennent au stade pour se divertir, non pas pour protester ».

Alexis Czaja Z@CzjAlexis



IMPRIMATUR

Directeur de la publication Arnaud Schwartz • Coordination éditoriale Rayya Roumanos, Matthieu Duphil Direction artistique Fred Augry • Chef d'édition Quentin Bral • Rédacteurs Théo Abarrategui Pauline Achard Victoria Berthet Timothée Croisan-Cecina Oriane Cuenoud Alexis Czaja Jordan Dutrueux Victor Goury-